

Instruction relative à la mise en œuvre opérationnelle des séjours de cohésion du service national universel – année 2025

La déléguée générale au Service National Universel

à

**Mesdames et Messieurs les recteurs de région académique,
 Mesdames et Messieurs les recteurs d'académie,
 Mesdames et Messieurs les vice-recteurs,**

copie à

**Mesdames et Messieurs les préfets de région,
 Mesdames et Messieurs les préfets de département,
 Messieurs les hauts-commissaires de la République,
 Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux de région académique,
 Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux d'académie,
 Mesdames et Messieurs les délégués régionaux académiques à la jeunesse, à
 l'engagement et aux sports,
 Mesdames et Messieurs les directeurs académiques des services de l'éducation
 nationale,
 Mesdames et Messieurs les conseillers de directeur académique des services de
 l'éducation nationale en matière de jeunesse, d'engagement et de sports,**

Madame la directrice générale de la cohésion et des populations de Guyane

Référence	DG SNU		
Date de signature	Le 9 janvier 2025		
Emetteur	MENJS-DGSNU		
Commande	Consignes d'action		
Action(s) à réaliser	La présente instruction vise à préciser les modalités de recrutement et de formation des encadrants des séjours de cohésion du SNU pour l'année 2025		
Echéance(s)	2025		
Contacts utiles	svp.snu@snu.gouv.fr		
Nombre de pages et d'annexes	9 pages 7 annexes		
Visa SG MENJS/MESRI	Le 7 janvier 2025	Visa COMEX JES	Le 8 janvier 2025

Cette instruction vise à donner les éléments de cadrage pour la mise en œuvre des séjours de cohésion des sessions des jeunes volontaires individuels (HTS) et des classes et lycées engagés (CLE) pour l'année 2025.

Elle détermine l'organisation à mettre en œuvre pour l'encadrement des séjours sur la base des éléments suivants :

1. L'organisation des équipes dans les centres
2. Le cadre d'emploi des séjours de cohésion
3. Le processus de gestion des contrats

Organisation des équipes dans les centres

1) Les centres

Les DRAJES définissent la taille des centres étant ouverts dans leur région académique en fonction de critères de soutenabilité budgétaire mais également des retours d'expérience des séjours passés pour prendre en compte les éventuelles difficultés de gestion des groupes.

Des centres multisites peuvent être mis en place autour d'un lieu central et d'une annexe qui soit située à distance raisonnable permettant des déplacements rapides pour rejoindre le site central. Dans ce cas, l'annexe doit être composée d'une partie de l'équipe encadrante : un adjoint au chef de centre, un cadre spécialisé, les cadres de compagnie et les tuteurs de maisonnée correspondant à l'effectif.

Les centres sélectionnés, que ce soit pour les séjours HTS ou les séjours CLE, doivent répondre à la réglementation relative aux accueils collectifs de mineurs (ACM) et se conformer aux dispositions des articles L227-5, R227-2 et R227-5 à R227-11 du code de l'action sociale et des familles (CASF).

2) Organisation et composition d'équipe

La direction du centre est assurée par un chef de centre et un ou deux adjoints suivant la taille du centre. Elle s'appuie sur des cadres spécialisés qui font partie de l'équipe de direction :

- le référent sanitaire appuie et conseille l'équipe de direction en matière de politique de santé et de bien-être des jeunes participant au séjour de cohésion ;
- le référent intendant assure la gestion financière et matérielle du centre où se déroulent les séjours de cohésion ;
- le référent pédagogique et cohésion conçoit, organise et vient mettre en œuvre des activités de cohésion dans le cadre du projet pédagogique ;
- le référent vie collective mène des actions de prévention pour garantir l'inclusion de tous les jeunes volontaires et il coordonne la mise en place de créneaux de démocratie interne (organisation du conseil de vie du séjour).

Un centre SNU est organisé en maisonnées de 14 jeunes volontaires chacune. Chaque maisonnée est animée par un tuteur de maisonnée, chargé de l'encadrement de proximité des jeunes volontaires. Une compagnie est composée de trois à cinq maisonnées, son encadrement étant assuré par un cadre de compagnie, qui doit être une personne expérimentée et venant en appui de son équipe.

La composition de l'équipe d'encadrement intégrant les personnels de réserve pour chaque taille de centre est détaillée en annexe 1.

Cadre d'emploi des séjours de cohésion

1) Rappel du cadre applicable pour les séjours de cohésion du SNU

- Respect du principe de laïcité :

Le respect du principe de laïcité vient strictement s'imposer aux cadres et personnels des centres SNU : l'ensemble des cadres, intervenants et personnels mobilisés dans le cadre des centres SNU exercent une mission de service public et sont par conséquent soumis à l'obligation de stricte neutralité religieuse, en application de l'article L121-2 du Code général de la fonction publique.

Les signes et manifestations d'appartenance religieuse des cadres, intervenants et personnels sont rigoureusement proscrits au sein d'un centre SNU, au cours des activités et dans toute mission relative au SNU.

- Exigences de qualification et d'honorabilité

Le séjour de cohésion SNU constitue une catégorie d'ACM, conformément à l'article R227-1 du CASF. Il est, à ce titre, soumis à la réglementation applicable aux ACM (la qualification des animateurs, le taux d'encadrement, etc.), la seule différence étant que le taux d'encadrement par des personnes n'ayant pas de qualification particulière est fixé à un maximum de 40 % de l'effectif d'encadrement requis (contre 20 % pour les autres ACM), conformément aux articles R227-12 et R227-19 du CASF.

L'honorabilité de tous les encadrants des séjours de cohésion SNU est contrôlée avant leur entrée en fonction, lors de la déclaration du séjour auprès des services compétents.

En application des articles L111-2-1 du Code du service national, L133-6 et R227-3 du CASF, toute personne amenée à exercer une fonction à quelque titre que ce soit durant un séjour de cohésion SNU, qu'elle soit permanente ou occasionnelle, doit satisfaire aux conditions d'honorabilité. Les recteurs de région académique, en tant que responsables des séjours SNU, doivent veiller à la mise en œuvre de cette exigence.

Conformément au décret du 29 juillet 2020 relatif au SNU, les services départementaux de la jeunesse, de l'engagement et des sports (SDJES), sous l'autorité fonctionnelle du recteur de région académique, doivent procéder aux vérifications relatives aux conditions d'encadrement des séjours de cohésion, d'honorabilité, d'encadrement et de qualification des équipes des centres SNU.

Ainsi, les SDJES, via la consultation du système d'information relatif aux accueils collectifs de mineurs (SIAM), doivent vérifier la présence éventuelle d'un encadrant sur la liste des cadres interdits d'exercer (CADINT), conformément à l'article R227-3 du CASF. Ils doivent également vérifier le bulletin n°2 du casier judiciaire national de l'encadrant ainsi que son éventuelle présence sur le fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAVIS), conformément à l'article L133-6 du CASF et aux circulaires :

- N°DJEPVA/A3/2010/216 datant du 23 juin 2010 relative à la vérification de la capacité juridique des personnes participant à un accueil collectif de mineurs ;
- N° DJEPVA/DJEPVAA3/DS/DSMJ/2011/326 du 5 août 2011 relative aux procédures administratives étant à mettre en œuvre suite à la consultation du fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes ;
- et N°DJEPVA/DJEPVAA3/2012/208 du 29 mai 2012 relative à la consultation systématique du fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes dans le cadre des accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif.

Concernant spécifiquement les intervenants chargés d'encadrer des activités physiques et sportives, ces derniers sont soumis à une exigence de qualification (article L212-1 du Code du sport) ainsi qu'à une exigence de déclaration à l'autorité administrative (article L212-11 du Code du sport).

2) Support d'emploi des personnels du SNU

- Le contrat d'engagement éducatif (CEE)

Au sein de l'équipe encadrante d'un séjour SNU, seuls les cadres de compagnie et les tuteurs concluent un CEE. Une exception : dans les DROM et en Corse, les membres de l'équipe de direction (les chefs de centre, adjoints et cadres spécialisés) peuvent conclure un CEE. La conclusion d'un CEE doit se faire dans le strict respect des limites qui sont posées par les articles D432-1 à D432-9 du CASF. Le nombre de jours travaillés par une personne titulaire du contrat précité **ne pourra excéder un plafond de 80 jours, apprécié sur chaque période de douze mois consécutifs** conformément à l'article L432-4 du CASF.

La gestion de la paie du personnel en CEE est déléguée à l'Agence des services et de paiement (ASP). Un document d'accompagnement a été fourni à l'ensemble des régions académiques.

- Le contrat à durée déterminée (CDD) de droit public pour les équipes de direction :

Dans les régions académiques hexagonales, les personnels de l'équipe de direction (chefs de centre, adjoints et cadres spécialisés) chargés de la préparation et de l'encadrement des séjours de cohésion concluent un CDD de droit public. Il couvre tant la période formation/préparation/organisation/bilan du séjour que la période d'encadrement du séjour.

Les modalités du CDD sont laissées au choix des DRAJES. Ainsi, ces dernières peuvent conclure avec les membres de l'équipe de direction un CDD à temps complet ou à temps incomplet (voir annexe 4).

Les équipes de direction d'un centre SNU peuvent être amenées à travailler sur plusieurs séjours dans un même département. Le temps de préparation/formation est dégressif suivant le nombre de séjours réalisés dans un même département. On revient à un premier séjour dès lors qu'un séjour se déroule dans un autre département. Dans ce cas, il convient alors de prendre le temps de préparation/formation correspondant au nombre de séjours.

Les personnels de l'équipe de direction en CDD de droit public peuvent être amenés à participer à un service d'astreinte de sécurité. Les montants de l'indemnité d'astreinte de sécurité et de l'indemnisation horaire des interventions pendant les périodes d'astreinte sont fixés par un arrêté du 30 mai 2018 relatif aux astreintes effectuées par certains personnels en poste dans les établissements relevant du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse (voir annexe 5).

Les conditions de recrutement des agents contractuels sont précisées à l'article 3 du décret du 17 janvier 1986.

Les dispositions relatives à l'organisation et l'aménagement du temps de travail des personnels exerçant des fonctions de préparation et d'encadrement d'un séjour de cohésion du service national universel doivent répondre aux règles générales applicables aux personnels relevant du périmètre « jeunesse » fixées par les arrêtés du 15 janvier 2002 et du 17 janvier 2022.

- Les agents publics

Les agents publics peuvent participer à la préparation et à l'encadrement d'un séjour de cohésion grâce à plusieurs dispositifs :

- le « congé avec traitement » : conformément à l'article L643-1 du CGFP, **le fonctionnaire en activité** a droit à un congé avec traitement pour accomplir une période d'activité afin d'exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel. Ce congé est accordé sous réserve des nécessités de service pour une durée inférieure ou égale à soixante jours sur une période de douze mois consécutifs. Ainsi, seuls les fonctionnaires en position d'activité peuvent bénéficier de ce dispositif. Les fonctionnaires en position de détachement, de congé parental ou bien de disponibilité ainsi que les agents contractuels de droit public de l'Etat en sont exclus.

- le cumul d'activités : sur leur demande, et après accord de leur employeur, les agents publics, qui sont placés en autorisation de cumul d'activité, sont missionnés par le recteur de région académique pour participer à la préparation et à l'encadrement d'un séjour de cohésion. Ils conservent leur rémunération au titre de leur activité principale.

Les agents publics de l'Etat (fonctionnaires et contractuels de droit public en CDI ou bénéficiant d'un CDD d'au moins un an) perçoivent, conformément au décret du 10 mars 2022 instituant une indemnité pour l'encadrement des séjours de cohésion et à l'arrêté de la même date qui en fixe les montants, une indemnité pour l'exercice des fonctions d'encadrement lors d'un séjour de cohésion du service national universel (publics concernés et montants des primes précisés en annexe 3).

- Mise à disposition de salariés de droit privé

Cette modalité vise à favoriser les recrutements des salariés des associations de l'éducation populaire dont l'expertise dans l'encadrement des jeunes et le fonctionnement des accueils collectifs de mineurs est indispensable au bon fonctionnement du SNU.

Les personnels mis à disposition sont rémunérés par leur employeur d'origine qui facture au rectorat de région académique (RRA) les frais de personnels supportés pendant la durée de la mise à disposition. Le remboursement des mises à disposition est imputé sur les budgets opérationnels de programme régionaux du programme 163 (jeunesse et vie associative) en crédits de fonctionnement.

Rémunération des encadrants et plafond de jours CEE

Les jours rémunérés de chaque personnel sont fixés contractuellement et répartis en trois « blocs ».

- Le premier bloc relatif à la formation et à la préparation du séjour

Les journées de ce premier bloc peuvent se dérouler de manière discontinue. En cas d'un enchaînement des séjours, le nombre de jours de « formation/préparation » pourra être inférieur au nombre du plafond de jours indiqué dans le tableau ci-dessous.

- Le deuxième bloc relatif au séjour

Ce deuxième bloc comprend les 12 jours de présence des jeunes volontaires. Ce bloc inclut la journée de repos hebdomadaire devant être prise obligatoirement sur une période de 7 jours, conformément à l'article L432-6 du CASF. Cette journée de repos hebdomadaire est rémunérée.

A titre exceptionnel, une journée supplémentaire de convoyage peut être accordée (cette journée serait également rémunérée).

- Le troisième bloc relatif aux repos compensateurs

Ci-dessous : tableau fixant le plafond de jours pour chaque bloc du CEE, pour chaque poste.

Encadrants	Formation/préparation/bilan fongible				séjour	repos compensateur	Exceptionnel si besoin jour en plus convoyage	Temps total rémunéré sans le jour en plus pour le convoyage			
	1er séjour	2e séjour	3e séjour	4e séjour				1er séjour	2e séjour	3e séjour	4e séjour
DROM et Corse	Chef de centre	24	18		12	4	1	40	34		
	Adjoint au chef de centre	16	13		12	4	1	32	29		
	Cadres spécialisés	13	8	6	12	4	1	29	24	22	
	Référent vie collective	13	8	6	12	4	1	29	24	22	
Pour tous	Cadres de compagnie	5	4	3	12	4	1	21	20	19	19
	Tuteurs	5	4	3	12	4	1	21	20	19	19

La répartition proposée cette année permet de cumuler jusqu'à 4 séjours pour les équipes de proximité.

La journée exceptionnelle supplémentaire ne peut être affectée que si le convoyage des jeunes oblige les encadrants à partir la veille ou à revenir le lendemain d'un départ ou d'un retour. Il permet donc de compenser en temps de travail ce déplacement. Il ne correspond en rien à une journée de préparation ou de rangement supplémentaire qui se retrouve dans la partie « formation/préparation/bilan ».

Le nombre total de jours travaillés par poste occupé ne doit pas être dépassé.

La rémunération des jours en CEE est précisée en annexe 2.

Processus de gestion des contrats

1) Les CEE

- L'employeur

L'employeur élabore un contrat qui peut contenir plusieurs séjours en utilisant le modèle de contrat de l'ASP. L'employeur veille à la cohérence globale de la contractualisation mais également au respect des principes suivants :

- le nombre total de jours travaillés en CEE ne doit pas dépasser le seuil de 80 jours sur une période de douze mois consécutifs.
- le nombre de jours rémunérés est égal ou en-deçà des plafonds définis ci-dessus pour chaque poste occupé.
- la durée du contrat est en cohérence avec le nombre de jours inscrits et doit inclure : la réalisation des jours de formation/préparation/bilan, les 12 jours du séjour (avec la possibilité d'un jour supplémentaire de voyage à titre exceptionnel) et les repos compensateurs en fonction du nombre de jours travaillés.

En amont du début du séjour de cohésion, l'employeur collecte les pièces nécessaires, puis les dépose sur la plateforme SNU de l'ASP. Cela aura pour effet de garantir la suite des opérations et de sécuriser l'ensemble du processus et des personnes.

Le rectorat de la région académique, en qualité d'employeur, procède aux déclarations réglementaires (Pôle emploi, URSSAF), à la rédaction et à la signature des CEE et atteste des services faits en utilisant les modèles mis à disposition par l'ASP.

Les déclarations préalables à l'embauche sont à effectuer par l'employeur au **moins 8 jours avant** la date de début du contrat auprès de l'URSSAF. Les attestations employeur destinées à Pôle emploi sont à élaborer par le rectorat de région académique à la fin des contrats.

- L'agence de service et de paiement (ASP)

L'ASP est en charge de la paye des personnels étant en CEE : elle s'appuie sur un prestataire et sur son réseau de directions régionales pour procéder aux traitements et suivi des contrats. Les employeurs sont rattachés à une direction régionale qui les assiste dans ce cadre et avec laquelle ils échangent via une boîte mail dédiée.

Elle produit et met à disposition le modèle de contrat CEE, d'état de service fait (ESF), établit les fiches de paye et procède aux paiements effectifs (salaires et cotisations). Elle vient mettre à disposition une plateforme de dépôt des CEE et pièces justificatives, des ESF lorsque les contrats sont validés et des bulletins de salaire suite au paiement des encadrants.

Enfin, l'ASP met en place une **assistance utilisateur téléphonique** ainsi qu'une **formation pour les gestionnaires** avant chaque session pour faciliter la gestion des contrats.

2) Les CDD de droit public

Les rectorats de région académique et leurs DRAJES, en qualité d'employeur, assurent le recrutement et la gestion des personnels de l'équipe de direction (les chefs de centre, adjoints et cadres spécialisés) via un CDD de droit public. Ils s'appuient, en tant que de besoin, sur les DSDEN.



Corinne ORZECOWSKI

ANNEXE 1 : format d'encadrement par taille de centre

		EQUIPE DE DIRECTION							EQUIPE DE PROXIMITE							
Nombre de volontaires par centre	Nombre de maisonnées	Chef de centre	Adjoint	Cadre infirmier	Cadre intendant factotum	Cadre pédagogie et cohésion	Référent vie collective	Cadre de compagnie	Cadre de compagnie de réserve	Tuteurs animation	Tuteurs animation réserve	Taux encadrement brut	Taux encadrement ACM	Taux encadrement personnel pas devant les jeunes		
70	5	1	0	1	0	0	1	1	0	5	1	7,0	8,8	17,5		
84	6	1	0	1	1	0	1	1	0	6	1	7,0	8,4	16,8		
98	7	1	0	1	1	0	1	2	0	7	2	6,5	8,2	16,3		
112	8	1	1	1	1	0	1	2	0	8	2	6,6	8,0	16,0		
126	9	1	1	1	1	0	1	2	0	9	2	7,0	8,4	18,0		
140	10	1	1	1	1	0	1	2	1	10	2	7,0	8,8	17,5		
154	11	1	1	1	1	1	1	3	1	11	2	6,7	8,1	15,4		
168	12	1	1	1	1	1	1	3	1	12	2	7,0	8,4	16,8		
182	13	1	2	1	1	1	1	3	1	13	3	6,7	8,3	16,5		
196	14	1	2	1	1	1	1	3	1	14	3	7,0	8,5	17,8		
210	15	1	2	1	1	1	1	3	1	15	3	7,2	8,8	19,1		
224	16	1	2	1	1	1	1	3	1	16	3	7,5	9,0	20,4		

ANNEXE 2 : détail du repos compensateur

Dans le cadre légal, la répartition des repos est la suivante :

Repos hebdomadaire	Repos au titre du L. 432-5** : Repos quotidien			
Repos au titre du L. 432-6 (en h) *	Droit à repos (en h) **	Repos au titre du D. 432-3*** (en h)	Surplus en h	Repos compensateur
24	121	28	93	3,9

* Repos obligatoire de 24h minimum par période de 7 jours

** Outre le repos obligatoire de 24h consécutives minimum par période de 7 jours d'accueil, le repos obligatoire de 11h par période de 24h d'accueil peut être supprimé ou réduit. Par hypothèse il est supprimé, ce qui renvoie aux modalités de l'article du D. 432-3

*** Les temps d'accueil sont inférieurs à 21 jours, aussi l'ensemble des surplus de repos compensateurs sont renvoyés en fin de période d'accueil. Par tranche de période d'accueil, les repos obligatoires sont les suivants, le surplus étant à prendre en fin de période :

7 jours : 16h

6 jours : 16h

5 jours : 12h

4 jours : 8h

Voir la circulaire de la DJEPVA du 11 juin 2012 relative aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur :

<https://www.mayenne.gouv.fr/contenu/telechargement/9310/60143/file/circulaire%20du%2011%20juin%202012%20DJEPVA.pdf>

ANNEXE 3 : rémunération

- **Personnels en CEE**

	Salaire journalier brut	Coût employeur journalier
Chef de centre	137,60 €	208,53 €
Adjoint au chef de centre	114,90 €	173,76 €
Cadre spécialisé	91,90 €	141,10 €
Cadre de compagnie	91,90 €	141,10 €
Tuteur de maisonnée	68,90 €	103,66 €

- **Agents publics de l'Etat**

Conformément aux dispositions du décret n° 2022-343 du 10 mars 2022, **une indemnité journalière est attribuée aux fonctionnaires et aux agents contractuels de droit public de l'Etat** bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, d'un contrat à durée déterminée d'une durée d'au moins un an ou de contrats successifs d'une durée cumulée d'au moins un an, sous réserve que l'interruption entre deux contrats n'excède pas quatre mois, exerçant des fonctions d'encadrement des volontaires participant à un séjour de cohésion.

Le montant de cette indemnité est fixé, conformément aux dispositions de l'arrêté du 10 mars 2022, en fonction des responsabilités d'encadrement assurées par ces personnels. La prime est versée sur présentation d'un état des services faits. Le montant total est calculé sur 12 jours.

Fonctionnaires et contractuels de droit public de l'Etat (1)	Montant brut de l'indemnité
Chef de centre	936 €
Adjoint au chef de centre	816 €
Cadre spécialisé	696 €
Cadre de compagnie	696 €
Tuteur de maisonnée	576 €

(1) Fonctionnaires et aux agents contractuels de droit public de l'Etat bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, d'un contrat à durée déterminée d'une durée d'au moins un an ou de contrats successifs d'une durée cumulée d'au moins un an, sous réserve que l'interruption entre deux contrats n'excède pas quatre mois.

ANNEXE 4 : Grille des indices et des heures travaillées des personnels de direction encadrant des séjours de cohésion en CDD de droit public pour l'année 2025

Sous réserve de vérification par la DGRH

1. En CDD à temps complet

Valeur du point annuelle	59,0734
PSC (mutuelle)	15,00 €
SMIC brut mensuel	1 766,92 €
IFC (Indemnités fin de contrat)	10%
Plafond IFC (2 SMIC)	3 533,84 €
Cotisations salariales Public T2 non titulaires	19,23%
Cotisations patronales Public T2 non titulaires	34,70%

Les congés sont à prendre durant la période du contrat sur le temps de préparation.

		Avec séjour					
		1 séjour	2 séjours	3 séjours	4 séjours	5 séjours	6 séjours
Chef de centre							
Indice		540	540	540	540	540	540
Préparation / Orga. / formation/Bilan	en heures	179	312	403	473	529	571
séjour	en heures	88	176	264	352	440	528
	total heures	267	488	667	825	969	1099
Quotité ETPA base 1607h	en % ETP	16,615%	30,367%	41,506%	51,338%	60,299%	68,388%
Durée Contrat	en mois	1,99378	3,64406	4,98071	6,16055	7,23584	8,20660
Quotité Contrat		100%	100%	100%	100%	100%	100%
PVBI : rémunération brute totale		5 847 €	10 672 €	14 581 €	18 031 €	21 175 €	24 014 €

Adjoint au chef de centre							
Indice		490	490	490	490	490	490
Préparation / Orga. / formation/Bilan	en heures	133	224	287	343	392	434
séjour	en heures	88	176	264	352	440	528
	total heures	221	400	551	695	832	962
Quotité ETPA	en % ETP	13,752%	24,891%	34,287%	43,248%	51,773%	59,863%
Durée Contrat	en mois	1,65028	2,98693	4,11450	5,18979	6,21282	7,18357
Quotité Contrat		100%	100%	100%	100%	100%	100%
PVBI : rémunération brute totale		4 395 €	7 942 €	10 934 €	13 787 €	16 501 €	19 077 €

Cadre spécialisé							
Indice		430	430	430	430	430	430
Préparation / Orga. / formation/Bilan	en heures	84	140	196	245	287	315
séjour	en heures	88	176	264	352	440	528
	total heures	172	316	460	597	727	843
Quotité ETPA	en % ETP	10,703%	19,664%	28,625%	37,150%	45,240%	52,458%
Durée Contrat	en mois	1,28438	2,35968	3,43497	4,45800	5,42875	6,29496
Quotité Contrat		100%	100%	100%	100%	100%	100%
PVBI : rémunération brute totale		3 007 €	5 511 €	8 015 €	10 397 €	12 657 €	14 674 €

2. En CDD à temps incomplet

Valeur du point annuelle	59,0734
PSC (mutuelle)	15,00 €
SMIC brut mensuel	1 766,92 €
IFC (Indemnités fin de contrat)	10%
Plafond IFC (2 SMIC)	3 533,84 €
ICCP (Indemnités compensatrice de congés payés)	10%
Cotisations salariales Public T2 non titulaires	19,23%
Cotisations patronales Public T2 non titulaires	34,70%

				Avec séjour			
				1 séjour	2 séjours		
Chef de centre							
Indice				540	540		
Préparation / Orga. / formation/Bilan	en heures			154	266		
séjour	en heures			88	176		
	total heures			242	442		
Quotité ETPA	en % ETP			15,059%	27,505%		
Durée Contrat	en mois			3,0	5,0		
Quotité Contrat				60,236%	66,011%		
PVBI : Rémunération brute totale				5 831 €	10 635 €		

Adjoint au chef de centre							
Indice				490	490	490	490
Préparation / Orga. / formation/Bilan	en heures			112	189	238	280
séjour	en heures			88	176	264	352
	total heures			200	365	502	632
Quotité ETPA	en % ETP			12,446%	22,713%	31,238%	39,328%
Durée Contrat	en mois			3,0	4,0	6,0	7,0
Quotité Contrat				49,782%	68,139%	62,477%	67,419%
PVBI : Rémunération brute totale				4 377 €	7 973 €	10 959 €	13 793 €

Cadre spécialisé							
Indice				430	430	430	430
Préparation / Orga. / formation/Bilan	en heures			70	112	154	189
séjour	en heures			88	176	264	352
	total heures			158	288	418	541
Quotité ETPA	en % ETP			9,832%	17,922%	26,011%	33,665%
Durée Contrat	en mois			2,0	4,0	5,0	6,0
Quotité Contrat				58,992%	53,765%	62,427%	67,330%
PVBI : Rémunération brute totale				3 040 €	5 527 €	8 013 €	10 365 €

La périodicité mensuelle est à déterminer par les rectorats de région académique.

ANNEXE 5 : Montants de l'indemnité d'astreinte de sécurité et de l'indemnisation horaire des interventions pendant les périodes d'astreintes pour les encadrants en CDD de droit public

Voici les montants de l'indemnité d'astreinte de sécurité, applicables aux encadrants en CDD de droit public, fixés par l'arrêté du 30 mai 2018 :

Période d'astreinte	Montant
Semaine complète	149,48 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures (*)	10,05 €
Samedi ou journée de récupération	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €
Week-end, du vendredi soir au lundi matin	109,28 €
(*) Le taux est de 8,08 € dans le cas d'une astreinte fractionnée inférieure à 10 heures.	

L'indemnisation horaire des interventions pendant les périodes d'astreinte est de :

- 16 € pour une intervention effectuée un jour de semaine ;
- 22 € pour une intervention effectuée une nuit, un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Les montants ci-dessus sont les montants applicables aux encadrants en CDD de droit public en attente de la publication d'un projet de décret relatif aux astreintes.

Ces montants seront fixés en fonction de chaque contrat et de chaque emploi du temps.

ANNEXE 6 : Durée de travail des contractuels de droit public dans la fonction publique d'Etat

Les règles applicables aux contractuels de droit public dans la fonction publique d'Etat concernant la durée du travail et le repos hebdomadaire sont celles du **décret du 25 août 2000** relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

Conformément à ce décret :

- la durée légale du travail effectif est fixée à **1 607 heures par année ou 35 heures par semaine** ;
- l'amplitude maximale de la journée de travail, c'est-à-dire la durée maximale de la journée de travail, temps de pause inclus, est fixée à 12 heures ;
- **la durée de travail ne peut pas dépasser 10 heures par jour** ;
- un agent public doit bénéficier d'une pause d'au moins 20 minutes au minimum toutes les 6 heures de travail ;
- **un agent public bénéficier d'un repos minimum de 11 heures par jour** ;
- **le repos hebdomadaire comprend en principe le dimanche et ne peut être inférieur à 35 heures (24 heures de repos hebdomadaire + 11 heures de repos quotidien)** ;
- le travail de nuit inclus au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives entre 22 heures et 7 heures ;
- la durée de travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;

Décret 25 août 2000 : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000208382>

ANNEXE 7 :

Exemple de Convention relative à la mise à disposition d'un salarié de droit privé de l'association/la société XX

Nom de la structure auprès du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative

Entre :

L'association/la société Nom de la structure,
représentée par civilité Nom prénom, Qualité
située Adresse de la structure,

Le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative

représenté par civilité Nom prénom, Qualité
situé Adresse de la région académique,

et :

Le salarié,

civilité Nom prénom, Fonctions, Qualifications,
domicilié(e) à Adresse complète

Il est convenu ce qui suit:

Article 1er

La présente convention a pour objet la mise à disposition, par l'association/la société Nom de la structure, de son/sa salarié(e) civilité Nom prénom, Fonctions, Qualifications, auprès du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative pour exercer les fonctions de Nature des fonctions ou pour y réaliser les missions de Nature de la mission à compter du entrer une date. - pour une durée de Nombre de jours jours, soit jusqu'au entrer une date. Elle fait office d'avenant au contrat de travail initial de civilité Nom prénom.

Article 2

La mise à disposition est prononcée en application de l'article L. 334-1 du code général de la fonction publique, tel que modifié par l'article 2 (II-2°) de l'ordonnance n° 2021-1159 du 8 septembre 2021 relative aux conditions de recrutement et d'emploi des personnes chargées d'encadrer les volontaires du service national universel.

Dans ce cadre, la durée cumulée totale des mises à disposition ne peut être supérieure à soixante jours sur une période de douze mois consécutifs.

Civilité Nom Prénom exercera les activités suivantes : Nature des activités, en qualité de Qualité.

La fiche de poste, ainsi que le calendrier prévisionnel des jours travaillés sont annexés à la présente convention de mise à disposition et paraphés par le/la salarié(e).

Article 3

civilité Nom prénom exercera son activité à adresse du centre SNU.

Il/elle est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de civilité Nom prénom du supérieur hiérarchique,

Fonctions.

Il/elle est soumis(e) aux règles d'organisation et de fonctionnement du service où il/elle sert et aux obligations s'imposant aux fonctionnaires, notamment le règlement intérieur qui y est applicable.

La relation de travail reste régie par l'ensemble des dispositions applicables dans l'association/la société où il/elle est employé(e) (contrat de travail, code du travail, convention collective).

Article 4

L'association/la société Nom de la structure assure la rémunération de civilité Nom prénom du salarié.

Conformément aux dispositions de l'article L. 334-1 du code général de la fonction publique précité, le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative rembourse à l'association/la société les rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature versés à civilité Nom prénom sur la base du coût complet réel de la rémunération afférente à la période de mise à disposition dans les conditions suivantes :

- montants :

Nombre de jours rémunérés	Rémunérations	Charges sociales	Frais professionnels et avantages en nature

- échéancier Entrer le calendrier de versement,

- imputation budgétaire : Fonctionnement (Titre 3)

par règlement à l'ordre de Nom de la structure

Article 5

La mise à disposition peut prendre fin sur demande de civilité Nom prénom, de l'association/la société Nom de la structure ou du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative en respectant un préavis de Nombre de jours de préavis jours.

Fait à Nom de la commune, le entrer une date. en 3 exemplaires

L'association/la société
Nom de la structure

Le ministère des sports, de la
jeunesse et de la vie associative

Le salarié